

Session régionale spéciale de Pax Romana ICMICA sur
Repenser le rôle des laïcs catholiques en Afrique

Mt 9:17

**Don Bosco Gotera. Aet Vice - Province Catholic Church,
Chirkos 04, Addis Ababa (Ethiopia),**

Communiqué officiel

2 mai 2026

Nous, représentants des intellectuels et professionnels catholiques de toute l'Afrique, sous l'égide de Pax Romana-ICMICA Afrique, sommes réunis le 1er et 2 mai 2026 à Addis-Abeba (Éthiopie), au Centre Don Bosco, pour réfléchir sur le thème « Repenser le rôle des laïcs catholiques en Afrique ». Dans l'esprit d'Africae Munus, nous avons bon espoir que nos efforts collectifs et notre engagement nous permettront de réaliser l'Afrique que nous souhaitons. Nous nous engageons à continuer de renforcer notre coopération avec l'Église et à cultiver notre identité ecclésiale. Nous exprimons notre profonde gratitude à l'Église d'Éthiopie, et en particulier au **Cardinal Berhanyesus D. Suraphel, Archevêque métropolitain d'Addis-Abeba**, pour son soutien, ses conseils et son inspiration. Nous exprimons notre profonde reconnaissance à **Monseigneur Brian Udaigwe, nonce apostolique en Éthiopie**, pour sa bienveillante sollicitude.

A. Réflexion sur notre identité en tant que professionnels laïcs catholiques :

Nous reconnaissons qu'en tant que membres de Pax Romana ICMICA, nous formons une catégorie unique de personnes, dotées de dons particuliers en matière de formation professionnelle et chargées d'œuvrer à l'édification de la société africaine que nous souhaitons, en tirant parti de notre nombre et de notre présence dans tous les domaines de la vie¹. Conformément à l'Exhortation apostolique du pape François, *Evangelii Gaudium*, et au processus de synodalité en cours dans l'Église, nous comprenons que « la mission de l'Église est une mission de tous », enracinée dans la coresponsabilité, la foi et des valeurs partagées. Nous reconnaissons que, par cette mission, nous sommes invités à promouvoir la participation des laïcs à la vie de l'Église, dans l'esprit de Vatican II.

Nous nous engageons à nouveau à jouer un rôle important dans la transformation sociale, économique et politique de nos sociétés, un rôle qui commence par une conversion personnelle, conformément à l'Exhortation apostolique post-synodale *Christifideles Laici* de Jean-Paul II. Plus encore, nous nous identifions à une spiritualité qui intègre foi et action pour assurer la cohérence avec l'enseignement de l'Église (Doctrines Sociales de l'Église Catholique, etc.). Nous nous

engageons à revenir aux fondamentaux de l'enseignement social de l'Église, en particulier l'option préférentielle pour les pauvres.

B. Réflexion sur les défis auxquels est confronté notre continent, l'Afrique :

Nous constatons que l'Afrique réalise des progrès sociaux, économiques et politiques malgré de nombreux défis, notamment des déficits de gouvernance, des bouleversements civils et politiques, des conflits, le changement climatique, l'aggravation de la pauvreté, une corruption endémique et une insécurité préoccupante. Un nombre croissant de pays africains sont classés parmi les États fragiles, incapables d'assurer les services publics de base, de maintenir la sécurité ou de faire respecter l'État de droit pour leur population. L'Afrique compte plus de 70 % de la population mondiale vivant dans une extrême pauvretéⁱⁱ. D'un autre côté, la population africaine est considérée comme la plus jeune au monde, 60 % de la population du continent ayant moins de 25 ans. Cette opportunité démographique place incontestablement l'Afrique au centre de l'économie mondiale, sa population jeune étant susceptible de façonner la consommation, la culture, la stabilité et la résilience mondiales à l'avenir.

C. Réflexion sur le problème le plus urgent de l'Afrique concernant la jeunesse :

Nous reconnaissons que la situation de chômage et d'inactivité en Afrique touche principalement les jeunes. Chaque année, près de 11 millions de jeunes Africains entrent sur le marché du travail, mais seuls 3 millions d'emplois sont créés dans le secteur formel, ce qui pousse la majorité d'entre eux vers le secteur informel, caractérisé par la précarité (avec des revenus très faibles et aucune protection sociale). D'autres sont contraints de chercher des opportunités économiques hors d'Afrique dans des conditions difficiles. Pour certains de ces jeunes diplômés, le niveau de formation formelle ne les prépare pas suffisamment aux exigences du monde du travail. Ils ne possèdent tout simplement pas les aptitudes, les compétences et l'attitude requises par le marché du travail et sont victimes d'une inadéquation formation-emploi. Nous sommes préoccupés par le fait que les systèmes éducatifs ne transmettent pas non plus, de manière adéquate, la morale et les « compétences douces » (soft skills) nécessaires à l'épanouissement des jeunes au sein de leurs communautés.

Nous constatons que cette question touche Pax Romana ICMICA Afrique, car ces jeunes chômeurs sont souvent des diplômés catholiques, anciens membres de mouvements étudiants tels que la JECI, la JOCI, le MIEC, etc.

Nous nous engageons à ne pas rester en marge, mais à accompagner les jeunes dans leur transition du monde de la formation vers le monde du travail. Nous nous engageons en outre à travailler en étroite collaboration avec d'autres parties prenantes, notamment les gouvernements, les

établissements de formation, l'Église (paroisses et diocèses, écoles et universités catholiques, etc.) et les acteurs du monde de l'industrie.

D. Réflexion sur notre relation avec l'Église et la société :

Nous reconnaissons que notre identité nous impose de continuer à nous engager plus activement dans les questions d'intérêt public afin de promouvoir le bien-être de la société, la justice, la paix et la diversité. Il nous incombe de contribuer au bien commun en dialoguant et en collaborant avec les autres parties prenantesⁱⁱⁱ.

Nous sommes déterminés à renforcer notre partenariat avec ces parties prenantes, conscients que nous devons accroître notre visibilité, en particulier au sein des structures de l'Église et au-delà. À cette fin, nous nous efforçons d'intensifier notre engagement auprès des conférences épiscopales nationales, sous-régionales et régionales^{iv}. Nous implorons nos membres de participer et de mettre à profit leurs compétences professionnelles dans la vie de l'Église, dès le niveau des Communautés Chrétiennes de Base (CCB), dans le cadre de leur engagement envers la mission de l'Église et le renouveau de la communauté paroissiale. Ces communautés servent de modèle de vie ecclésiale, soulignant l'importance de la communion, de la participation, de la mission et du partage des expériences de foi.

Nous nous engageons également à consolider notre statut consultatif spécial au sein des Nations Unies – un atout extraordinaire qui reste largement sous-exploité. Ce statut nous offre une plateforme unique pour influencer le discours mondial, contribuer aux débats politiques et faire entendre les préoccupations des communautés africaines dans les instances internationales. Nous convenons que pour justifier et préserver ce privilège, nous devons démontrer clairement la valeur de notre engagement. Nous sommes résolus à étendre notre statut consultatif spécial à davantage d'instances régionales et internationales.

E. Réflexion sur le concept de multilatéralisme et la sauvegarde de notre Maison Commune

Nous avons réfléchi au concept de multilatéralisme dans le contexte du monde actuel, en proie à des bouleversements. Nous sommes préoccupés par le fait que notre continent soit toujours aux prises avec les séquelles du colonialisme, de la dépendance économique et de l'instabilité politique. Nous sommes en outre préoccupés par le fait que, alors que le monde entre dans une nouvelle ère de désordre mondial, notre continent soit relégué à la périphérie du multilatéralisme et soit gravement affecté par l'absence croissante, au sein du système international, d'un consensus mondial digne et centré sur les personnes. Nous estimons que l'architecture financière internationale actuelle est injuste et impose des contraintes aux pays africains, notamment en

matière d'accès aux financements nécessaires au développement socio-économique. À cet égard, les réformes de l'espace budgétaire, le financement du développement et la gestion de la dette doivent être abordés de manière explicite et urgente en tant que questions relatives aux droits de l'homme, afin de permettre l'émergence d'une économie forte fondée sur les droits de l'homme qui garantisse l'équité budgétaire, protège la dignité humaine et favorise un développement inclusif et centré sur les personnes, au service de tous, et en particulier des plus vulnérables.

Nous avons médité sur la beauté de notre continent, en particulier sur son environnement naturel. Nous avons également réfléchi à la mission biblique qui nous est confiée d'être les gardiens et les guides de notre maison commune (Genèse 2, 15). En tant que professionnels catholiques, nous réaffirmons notre engagement à répondre à l'appel de prendre soin de notre maison commune (Laudato Si)^v. Nous nous engageons à lutter contre l'injustice écologique, à promouvoir une écologie intégrale et à sensibiliser à cette mission divine qui nous est confiée par Dieu.

F. Réflexion sur nos défis internes au sein de Pax Romana :

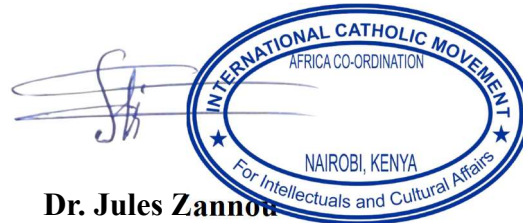
Nous avons réfléchi à la vie du mouvement en Afrique et avons reconnu que Pax Romana ICMICA doit renforcer sa présence sur le continent. Dans certains pays, la transition d'une direction à une autre reste un défi. Les efforts visant à attirer les jeunes et les jeunes diplômés vers le mouvement doivent se poursuivre. Il faut redynamiser les efforts visant à favoriser les collaborations régionales.

Nous reconnaissons que Pax Romana ICMICA s'appuyait auparavant sur le soutien financier et non financier de ses partenaires, mais le modèle de dépendance financière ne fonctionne pas. Les contributions régulières des membres, actuellement très faibles, doivent être encouragées et renforcées. Nous nous engageons à développer des mécanismes de financement innovants, tels que des investissements sur les marchés financiers, entre autres, qui soient conformes aux valeurs et aux principes de l'Église.

Nous reconnaissons que la formation des laïcs catholiques en Afrique, y compris leur dotation en formations et compétences pertinentes pour remplir leurs rôles au sein de l'Église et de la société, reste à la fois un défi majeur et une opportunité. Nous promettons un programme de formation structuré pour les laïcs et renforcerons notre engagement dans l'apostolat laïc afin de continuer à traduire l'Évangile en un outil concret de transformation spirituelle et sociale.

Nous croyons en l'Église et en ses dirigeants pour guider notre vision et inspirer nos actions afin de construire une Afrique forte, fondée sur la foi et résiliente.

Addis Abeba, le 2 mai 2026.



Dr. Jules Zanna
Vice-président international pour l'Afrique
Pax Romana ICMICA

Notes

ⁱ Les statistiques montrent qu'un catholique sur cinq dans le monde est africain, et que des professionnels catholiques africains occupent des postes au sein des gouvernements, du pouvoir judiciaire, des entreprises et des institutions internationales

ⁱⁱ Rapport de la Banque mondiale, 2026

ⁱⁱⁱ Y compris l'Église, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé

^{iv} Notamment l'Association des conférences épiscopales d'Afrique orientale (AMECEA), le CERNA, la Conférence épiscopale régionale d'Afrique de l'Ouest (RECOWA), la Rencontre interrégionale des évêques d'Afrique australe (IMBISA) et le Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SECAM).

^v Encyclique Laudato Si